

Gelet op het verslag betreffende het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dijle-Gete bedoeld in bijlage I;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De Waalse Regering neemt de wijziging aan van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dijle-Gete bedoeld in bijlage I.

Art. 2. De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 juli 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

Bijlage I. — ijsiging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dijle-Gete

Het gewijzigde saneringsplan per onderstroomgebied van de Dijle-Gete bestaat uit een verslag betreffende de wijzigingen ervan en de kaarten i.v.m. elke wijziging.

In dit verslag worden de adviezen van de instanties en personen die zijn geraadpleegd, samengevat en toegelicht. Het houdt ook de nodige aanpassingen van de plannen in naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens met name in termen van uitvoering van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Deze gegevens liggen ter inzage bij de "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16, te 5000 Namen, alsook op de website van de "S.P.G.E.": <http://www.spge.be> (Rubriek "Les PASH", onderrubriek "Modifications des PASH").

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 1917

[2011/203906]

7 JUILLET 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe (planches 3/45, 4/45, 6/45, 7/45, 11/45, 12/45, 16/45, 20/45, 21/45, 29/45, 30/45, 31/45, 35/45, 36/45, 40/45, 41/45, 44/45) et exemptant les modifications proposées d'une évaluation des incidences sur l'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la Directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, notamment les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe approuvé définitivement par le Gouvernement wallon en date du 10 novembre 2005 et publié au *Moniteur belge* du 2 décembre 2005.

MODIFICATION DU PLAN D'ASSAINISSEMENT PAR SOUS-BASSIN HYDROGRAPHIQUE

Considérant que la S.P.G.E. procède au regroupement de toutes les demandes reçues durant la période écoulée de manière à réaliser un seul avant-projet de modification par plan d'assainissement de sous-bassin hydrographique en application de l'article R.288 du Code de l'Eau;

Considérant que la S.P.G.E. a reçu, depuis l'approbation définitive du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe, 34 demandes envoyées par les organismes d'assainissement agréés et/ou les communes;

Considérant que les demandes ont trait à tout changement de régime d'assainissement et portent plus particulièrement sur :

— le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif de la place du Wez à Comblain-la-Tour dans la commune d'Hamoir (modification n° 10.01);

— le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour l'extrémité nord de la rue Fecher à Villers-aux-Tours dans la commune d'Anthistes (modification n° 10.03);

— le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour le village de Mont dans la commune de Comblain-au-Pont (modification n° 10.04);

— le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome pour le village de Rivage dans la commune de Sprimont (modification n° 10.05);

— le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour l'extrémité de la rue des Moges dans la commune de Neupré (modification n° 10.06);

— le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la route de Bomal à Barvaux dans la commune de Durbuy (modification n° 10.07);

— le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la route de la Libération dans la commune d'Hotton (modification n° 10.08);

— le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Ny dans la commune d'Hotton (modification n° 10.09);

— le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone de loisir à Villeze dans la commune de La Roche-en-Ardenne (modification n° 10.10);

- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la partie sud de la zone d'activité économique d'Aye dans la commune de Marche-en-Famenne (modification n° 10.11);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Wideumont-Station dans la commune de Libramont-Chevigny (modification n° 10.12);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Comblai-Fairon dans la commune d'Hamoir (modification n° 10.13);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue de Hody dans la commune d'Ouffet (modification n° 10.14);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone de Sotrez dans la commune de Nandrin (modification n° 10.15);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le centre du village, les rues adjacentes et le lotissement du Bois de la Croix Claire dans la commune de Nandrin (modification n° 10.16);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Limont dans la commune d'Anthisnes (modification n° 10.17);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone « Sur les Trixhes » dans la commune de Neupré (modification n° 10.18);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le Ry Martin et la Grande Route dans la commune d'Esneux (modification n° 10.19);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour l'agglomération de Bérismeril dans la commune de La Roche-en-Ardenne (modification n° 10.20);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Nisramont dans la commune de La Roche-en-Ardenne (modification n° 10.21);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village d'Hampteau dans la commune d'Hotton (modification n° 10.22);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Plein Holset dans la commune de Durbuy (modification n° 10.23);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Melereux dans la commune d'Hotton (modification n° 10.24);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Jenneret dans la commune de Durbuy (modification n° 10.25);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour parties des villages d'Amberloup, Tonny, et Fontenal dans la commune de Sainte-Ode (modification n° 10.26);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Gërimont-Tillet dans la commune de Sainte-Ode (modification n° 10.27);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Béthomont dans la commune de Bertogne (modification n° 10.28);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Lavacherie dans la commune de Sainte-Ode (modification n° 10.29);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village d'Erneuville dans la commune de Tenneville (modification n° 10.30);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la rue du village à Villers-aux-Tours dans la commune d'Anthisnes (modification n° 10.31);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le lieu-dit Petite Strument dans la commune de La Roche-en-Ardenne (modification n° 10.32);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone couverte par le plan communal d'aménagement dérogatoire de Rensal dans la commune de Bastogne (modification n° 10.33);
- l'inscription en régime d'assainissement autonome la nouvelle zone d'activités économiques « Les Cheras » mise en œuvre dans la commune d'Houffalize (modification n° 10.34);

Considérant que ces demandes sont accompagnées d'une étude réalisée par l'organisme d'assainissement agréé concerné comprenant un relevé des canalisations existantes, une estimation de la densité du bâti et une analyse de la situation topographique de la zone afin d'objectiver le mode d'assainissement à préconiser;

Considérant que la S.P.G.E. a remis un avis positif conditionné sur la demande de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe relative de la place du Wez à Comblain-la-Tour sur le territoire communal d'Hamoir (modification n° 10.01), que les conditions portent sur la prise en charge par la commune des frais relatifs à la mise à niveau de la station d'épuration desservant ladite Place selon les prescriptions d'exploitation de l'A.I.D.E. pour une reprise en exploitation de l'installation par cet organisme d'assainissement agréé; que les autorités communales d'Hamoir s'engagent à respecter ces conditions;

Considérant que la S.P.G.E. a remis un avis positif sans condition pour les 33 autres demandes qui lui ont été adressées;

Considérant que la réalisation des modifications périodiques intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique, que ces ajustements sont décrits dans le rapport visé à l'annexe I^{re}.

EXEMPTION DE L'ÉVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

Vu la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement pour l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe adressée par la S.P.G.E. au Gouvernement wallon en application de l'article D.53 du Code de l'Environnement;

Considérant que l'analyse de la S.P.G.E. conclut que l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe détermine l'utilisation de petites zones au niveau local et constitue des modifications mineures, notamment au regard de la population et des rejets d'eaux résiduaires concernés par l'avant-projet de modification tels qu'analysés dans le rapport visé à l'annexe I^{re};

Considérant par ailleurs que la S.P.G.E. estime que cet avant-projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement; que sa demande est justifiée par rapport aux critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences visés à l'article D.54 du Code de l'Environnement, tels qu'analysés dans le rapport visé à l'annexe I^{re};

Considérant que l'article R.288, § 4, du Code de l'Eau stipule que le Gouvernement, s'il décide d'accorder l'exemption, approuve simultanément l'avant-projet de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique et mentionne les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter ce plan d'une évaluation des incidences sur l'environnement;

Considérant que, dans ce contexte et préalablement à l'adoption de l'avant-projet de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe, il y a lieu de consulter le CWEDD et les communes concernées sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement;

Vu la demande d'avis sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement sur l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe adressée en date du 4 février 2011 au CWEDD et aux communes concernées en application de l'article D.53 du Code de l'Environnement;

Considérant que, conformément à l'article D.53 du Code de l'Environnement, les avis sont transmis dans les trente jours de la demande du Gouvernement; passé ce délai, les avis sont réputés favorables;

Vu le courrier du CWEDD transmis en date du 21 février 2011 dans lequel il ne prend pas position sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement, qu'en l'absence d'avis, son avis est réputé favorable;

Vu les avis favorables sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement transmis dans les délais par les autorités communales concernées, à savoir les collèges communaux d'Anthisnes, de Bastogne, de Bertogne, de Comblain-au-Pont, de Durbuy, d'Esneux, d'Hamoir, d'Hotton, d'Houffalize, de La Roche-en-Ardenne, de Libramont-Chevigny, de Marche-en-Famenne, de Nandrin, d'Ouffet, de Sainte-Ode, de Sprimont et de Tenneville;

Considérant que les modifications mentionnées dans l'avant-projet modificatif du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe peuvent dès lors être exemptées d'une évaluation des incidences prévue par les articles D.52 à D.61 du livre Ier du Code de l'Environnement;

Vu le rapport relatif à l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe, visé à l'annexe I^{re};

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement approuve l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe, visé à l'annexe I^{re}.

Art. 2. Le Gouvernement décide d'exempter les modifications mentionnées à l'avant-projet repris à l'article premier d'une évaluation des incidences sur l'environnement pour les raisons spécifiées dans le rapport visé à l'annexe I^{re}.

Art. 3. Le Gouvernement charge la S.P.G.E. de soumettre, dans les trente jours, le projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe à la consultation des communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré, des titulaires de prises d'eau potabilisable concernés et des Directions générales compétentes du Service public de Wallonie, puis de lui représenter ensuite pour approbation.

Art. 4. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 juillet 2011.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Annexe I^{re}. — Avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe

L'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe est composé d'un rapport relatif aux modifications dudit PASH et les cartes associées à chaque modification.

Ce rapport mentionne les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter les modifications de l'avant-projet d'une évaluation des incidences sur l'environnement. Il intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

Ces éléments peuvent être consultés auprès de la Société publique de Gestion de l'Eau, avenue de Stassart 14-16, à 5000 Namur, ainsi que sur le site de la S.P.G.E. : <http://www.spge.be> (Rubrique « Les PASH »; sous-rubrique « Modifications des PASH »).

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 1917

[2011/203906]

7. JULI 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe (Karten 3/45, 4/45, 6/45, 7/45, 11/45, 12/45, 16/45, 20/45, 21/45, 29/45, 30/45, 31/45, 35/45, 36/45, 40/45, 41/45, 44/45) und zur Befreiung der vorgeschlagenen Abänderungen von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2000/60/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;

Aufgrund der Richtlinie des Rates 91/271/EWG vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, insbesondere der Artikel D.52 bis D.61 und D.79;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.216 bis D.218 und der Artikel R. 284 bis R.290;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe, von der Wallonischen Regierung am 10. November 2005 endgültig genehmigt und am 2. Dezember 2005 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

ABÄNDERUNG DES SANIERUNGSPLANS PRO ZWISCHENEINZUGSGEBIET

In der Erwägung, dass die "S.P.G.E." alle während der abgelaufenen Periode eingegangenen Anträge derart einsammelt, dass ein einziger Abänderungsvorentwurf pro Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet in Anwendung des Artikels R.288 des Wassergesetzbuches ausgearbeitet werden kann;

In der Erwägung, dass die "S.P.G.E." seit der endgültigen Genehmigung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe vierunddreißig von den zugelassenen Sanierungseinrichtungen und/oder den Gemeinden eingesandten Anträge erhalten hat;

In der Erwägung, dass die Anträge mit jeglicher Änderung des Sanierungsverfahrens in Zusammenhang stehen und sich insbesondere auf Folgendes beziehen:

— den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren der "place du Wez" in Comblain-la-Tour in der Gemeinde Hamoir (Abänderung Nr. 10.01);

— den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das nördliche Ende der "rue Fecher" in Villers-aux-Tours in der Gemeinde Anthisnes (Abänderung Nr. 10.03);

— den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Mont in der Gemeinde Comblain-au-Pont (Abänderung Nr. 10.04);

— den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Rivage in der Gemeinde Sprimont (Abänderung Nr. 10.05);

— den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Ende der "rue des Moges" in der Gemeinde Neupré (Abänderung Nr. 10.06);

— den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "route de Bomal" in Barvaux in der Gemeinde Durbuy (Abänderung Nr. 10.07);

— den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "route de la Libération" in der Gemeinde Hotton (Abänderung Nr. 10.08);

— den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Ny in der Gemeinde Hotton (Abänderung Nr. 10.09);

— den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Freizeitgebiet in Villez in der Gemeinde La-Roche-en-Ardenne (Abänderung Nr. 10.10);

— den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für den südlichen Teil des Gewerbegebiets von Aye in der Gemeinde Marche-en-Famenne (Abänderung Nr. 10.11);

— den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Wideumont-Station in der Gemeinde Libramont-Chevigny (Abänderung Nr. 10.12);

— den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Comblai-Fairon in der Gemeinde Hamoir (Abänderung Nr. 10.13);

— den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "rue de Hody" in der Gemeinde Ouffet (Abänderung Nr. 10.14);

— den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet von Sotrez in der Gemeinde Nandrin (Abänderung Nr. 10.15);

— den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Zentrum des Dorfes, die angrenzenden Straßen und das Siedlungsgebiet vom "Bois de la Croix Claire" in der Gemeinde Nandrin (Abänderung Nr. 10.16);

— den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Limont in der Gemeinde Anthisnes (Abänderung Nr. 10.17);

— den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet "Sur les Trixhes" in der Gemeinde Neupré (Abänderung Nr. 10.18);

— den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den "Ry Martin" und die "Grande Route" in der Gemeinde Esneux (Abänderung Nr. 10.19);

— den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Ortschaft Bérismenil in der Gemeinde La-Roche-en-Ardenne (Abänderung Nr. 10.20);

— den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Nisramont in der Gemeinde La-Roche-en-Ardenne (Abänderung Nr. 10.21);

— den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Hampteau in der Gemeinde Hotton (Abänderung Nr. 10.22);

— den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Plein Holset in der Gemeinde Durbuy (Abänderung Nr. 10.23);

— den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Melereux in der Gemeinde Hotton (Abänderung Nr. 10.24);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Jenneret in der Gemeinde Durbuy (Abänderung Nr. 10.25);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für Teile der Dörfer Amberloup, Tonny und Fonteval in der Gemeinde Sainte-Ode (Abänderung Nr. 10.26);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Gërimont-Tillet in der Gemeinde Sainte-Ode (Abänderung Nr. 10.27);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Béthomont in der Gemeinde Bertogne (Abänderung Nr. 10.28);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Lavacherie in der Gemeinde Sainte-Ode (Abänderung Nr. 10.29);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Erneuville in der Gemeinde Tenneville (Abänderung Nr. 10.30);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die "rue du Village" in Villers-aux-Tours in der Gemeinde Anthisnes (Abänderung Nr. 10.31);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Ortslage "Petite Strument" in der Gemeinde La-Roche-en-Ardenne (Abänderung Nr. 10.32);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das vom abweichenden kommunalen Raumordnungsplan von Renval gedeckte Gebiet in der Gemeinde Bastogne (Abänderung Nr. 10.33);
- die Eintragung als autonomes Sanierungsverfahren des neuen Gewerbegebiets "Les Chéras" in der Gemeinde Houffalize (Abänderung Nr. 10.34);

In der Erwägung, dass diesen Anträgen eine von der betroffenen zugelassenen Sanierungseinrichtung durchgeführte, ein Verzeichnis der bestehenden Kanalisationen, eine Einschätzung der Dichte der Bausubstanz und eine Analyse der topographischen Lage des Gebiets enthaltende Prüfung beigefügt wurde, um die zu empfehlende Sanierungsart zu objektivieren;

In der Erwägung, dass die "S.P.G.E." ein bedingt positives Gutachten über den Antrag zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe in Bezug auf die place du Wez" in Comblain-la-Tour auf dem Gebiet der Gemeinde Hamoir (Abänderung Nr. 10.01) abgegeben hat, dass die Bedingungen sich auf die Übernahme durch die Gemeinde der Kosten für den Höhenausgleich der den besagten Platz versorgenden Klärstation nach den Betriebsvorschriften der "A.I.D.E." zwecks der Betriebsübernahme der Anlage durch diese zugelassene Sanierungseinrichtung beziehen; dass die Gemeindebehörden von Hamoir sich verpflichten, diese Bedingungen zu beachten;

In der Erwägung, dass die "S.P.G.E." ein positives Gutachten für die 33 anderen Anträge, die an sie gerichtet wurden, abgegeben hat;

In der Erwägung, dass die Durchführung der regelmäßigen Abänderung die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze, innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit einschließt, dass diese Angleichungen in dem in der Anlage I erwähnten Bericht beschrieben werden.

BEFREIUNG VON EINER BEWERTUNG DER UMWELTVERTRÄGLICHKEIT

Aufgrund des in Anwendung des Artikels D.53 des Umweltgesetzbuches von der "S.P.G.E." an die Wallonische Regierung gerichteten Antrags auf Befreiung von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit für den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe;

In der Erwägung, dass aus der Analyse der "S.P.G.E." die Schlussfolgerung gezogen wird, dass der Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe die Benutzung kleiner Gebiete auf lokaler Ebene festlegt und geringfügige Abänderungen darstellt, insbesondere in Anbetracht der von dem Abänderungsvorentwurf betroffenen Bevölkerung und Abwasserableitungen, so wie sie in dem in der Anlage I erwähnten Bericht analysiert werden; In der Erwägung außerdem, dass die "S.P.G.E." der Ansicht ist, dass dieser Vorentwurf keine erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte; dass ihr Antrag im Verhältnis zu den in dem in der Anlage I erwähnten Bericht analysierten Kriterien gerechtfertigt ist, durch die das vermutliche Ausmaß der in Artikel D.54 des Umweltgesetzbuches bestimmt werden kann;

In der Erwägung, dass in Artikel R.288, § 4 des Wassergesetzbuches bestimmt wird, dass die Regierung im Falle eines Beschlusses ihrerseits, die Befreiung zu gewähren, gleichzeitig den Vorentwurf des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet genehmigt und die Gründe angibt, aus denen beschlossen wurde, diesen Plan von der Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien;

In der Erwägung, dass in diesem Zusammenhang und vor der Verabschiedung des Vorentwurfs des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe der Anlass besteht, den "CWEDD" "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung) und die betroffenen Gemeinden bezüglich des Antrags auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit zu Rate zu ziehen;

Aufgrund des in Anwendung des Artikels D.53 des Umweltgesetzbuches am 4. Februar 2011 an den "CWEDD" und die betroffenen Gemeinden gerichteten Antrags auf ein Gutachten über den Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit über den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe;

In der Erwägung, dass die Gutachten gemäß Artikel D.53 des Umweltgesetzbuches innerhalb von dreißig Tagen ab dem Antrag der Regierung übermittelt werden; nach Ablauf dieser Frist gelten die Anträge als günstig;

Aufgrund des am 21. Februar 2011 übermittelten Schreibens des "CWEDD", in dem dieser sich nicht zu dem Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit äußert; dass bei Fehlen eines Gutachtens dessen Gutachten als günstig betrachtet wird;

Aufgrund der von den Gemeindebehörden von Anthisnes, von Bastogne, von Bertogne, von Comblain-au-Pont, von Durbuy, von Esneux, von Hamoir, von Hotton, von Houffalize, von La Roche-en-Ardenne, von Libramont-Chevigny, von Marche-en-Famenne, von Nandrin, von Ouffet, von Sainte-Ode, von Sprimont und von Tenneville innerhalb der vorgeschriebenen Fristen übermittelten günstigen Gutachten über den Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit;

In der Erwägung, dass die in dem abändernden Vorentwurf des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe angegebenen Abänderungen demzufolge von einer in den Artikeln D.52 bis D.61 des Buches I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Bewertung der Auswirkungen befreit werden können;

Aufgrund des in der Anlage I erwähnten Berichts über den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung genehmigt den in der Anlage I erwähnten Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe.

Art. 2 - Die Regierung beschließt, die in dem in Artikel 1 angeführten Vorentwurf angegebenen Abänderungen von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit aus den in der Anlage I erwähnten Bericht angeführten Gründen zu befreien.

Art. 3 - Die Regierung beauftragt die "S.P.G.E.", den Entwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe innerhalb von dreißig Tagen zur Einsicht der von dem in Betracht gezogenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden, der betroffenen Inhabern von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und der zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu unterbreiten und ihn ihr anschließend zur Genehmigung vorzulegen.

Art. 4 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. Juli 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Anlage I. — Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans
pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe

Der Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe besteht aus einem Bericht über die Abänderungen des besagten Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe und den Karten, die jeder Abänderung beigelegt werden.

In diesem Bericht werden die Gründe angegeben, aus denen beschlossen wurde, die Abänderungen des Vorentwurfs von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien. Der Bericht schließt ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit ein, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze.

Diese Dokumente können bei der "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16 in 5000 Namur, sowie auf der Webseite der "S.P.G.E." eingesehen werden: <http://www.spge.be> (Rubrik "Les PASH"; Unterrubrik "Modifications des PASH").

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 1917

[2011/203906]

7 JULI 2011. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe (bladen 3/45, 4/45, 6/45, 7/45, 11/45, 12/45, 16/45, 20/45, 21/45, 29/45, 30/45, 31/45, 35/45, 36/45, 40/45, 41/45, 44/45) en waarbij een vrijstelling van milieueffectonderzoek wordt verleend voor de voorgestelde wijzigingen

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.52 tot D.61 en D.79;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.216 tot D.218 en de artikelen R.284 tot R.290;

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe, definitief goedgekeurd door de Waalse Regering op 10 november 2005 en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 2 december 2005.

WIJZIGING VAN HET SANERINGSPLAN PER ONDERSTROOMGEBIED

Overwegende dat de "S.P.G.E." alle tijdens de afgelopen periode ontvangen aanvragen groepeerd om overeenkomstig artikel R.288 van het Waterwetboek één enkel voorontwerp van wijziging per saneringsplan van onderstroomgebied op te stellen;

Overwegende dat de "S.P.G.E." sinds de definitieve goedkeuring van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe 34 aanvragen van de erkende saneringsinstellingen en/of de gemeenten in ontvangst heeft genomen;

Overwegende dat de aanvragen betrekking hebben op elke verandering van saneringsstelsel en meer bepaald op :

- de overgang van het autonome naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel wat betreft de « place du Wez » te Comblain-la-Tour, gemeente Hamoir (wijziging nr. 10.01);
- de overgang van het gemeenschappelijke naar het autonome saneringsstelsel wat betreft het noordelijke uiteinde van de « rue Fecher » te Villers-aux-Tours, gemeente Anthisnes (wijziging nr. 10.03);
- de overgang van het gemeenschappelijke naar het autonome saneringsstelsel wat betreft het dorp Mont, gemeente Comblain-au-Pont (wijziging nr. 10.04);
- de overgang van het tijdelijke naar het autonome saneringsstelsel wat betreft het dorp Rivage, gemeente Sprimont (wijziging nr. 10.05);
- de overgang van het gemeenschappelijke naar het autonome saneringsstelsel wat betreft het uiteinde van de « rue des Moges », gemeente Neupré (wijziging nr. 10.06);
- de overgang van het autonome naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel wat betreft de « route de Bomal » te Barvaux, gemeente Durbuy (wijziging nr. 10.07);
- de overgang van het autonome naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel wat betreft de « route de la Libération », gemeente Hotton (wijziging nr. 10.08);
- de overgang van het autonome naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel wat betreft het dorp Ny, gemeente Hotton (wijziging nr. 10.09);
- de overgang van het autonome naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel wat betreft het recreatiegebied van Villez, gemeente La-Roche-en-Ardenne (wijziging nr. 10.10);
- de overgang van het gemeenschappelijke naar het autonome saneringsstelsel wat betreft het zuidelijke gedeelte van de bedrijfsruimte van Aye, gemeente Marche-en-Famenne (wijziging nr. 10.11);
- de overgang van het autonome naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel wat betreft het dorp Wideumont-Station, gemeente Libramont-Chevigny (wijziging nr. 10.12);
- de overgang van het autonome naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel wat betreft het dorp Comblain-Fairon, gemeente Hamoir (wijziging nr. 10.13);
- de overgang van het autonome naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel wat betreft de « rue de Hody », gemeente Ouffet (wijziging nr. 10.14);
- de overgang van het autonome naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel wat betreft het gebied Sotrez, gemeente Nandrin (wijziging nr. 10.15);
- de overgang van het autonome naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel wat betreft het dorpscentrum, de aangrenzende straten en de kavel « Bois de la Croix Claire », gemeente Nandrin (wijziging nr. 10.16);
- de overgang van het autonome naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel wat betreft het dorp Limont, gemeente Anthisnes (wijziging nr. 10.17);
- de overgang van het autonome naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel wat betreft het gebied « Sur les Trixhes », gemeente Neupré (wijziging nr. 10.18);
- de overgang van het autonome naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel wat betreft de « Ry Martin » en de « Grande Route », gemeente Esneux (wijziging nr. 10.19);
- de overgang van het autonome naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel wat betreft de agglomeratie van Bérismenil, gemeente La Roche-en-Ardenne (wijziging nr. 10.20);
- de overgang van het autonome naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel wat betreft het dorp Nisramont, gemeente La Roche-en-Ardenne (wijziging nr. 10.21);
- de overgang van het autonome naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel wat betreft het dorp Hampteau, gemeente Hotton (wijziging nr. 10.22);
- de overgang van het autonome naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel wat betreft het dorp Plein Holset, gemeente Durbuy (wijziging nr. 10.23);
- de overgang van het autonome naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel wat betreft het dorp Melreux, gemeente Hotton (wijziging nr. 10.24);
- de overgang van het autonome naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel wat betreft het dorp Jenneret, gemeente Durbuy (wijziging nr. 10.25);
- de overgang van het autonome naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel wat betreft gedeelten van de dorpen Amberloup, Tonny en Fontenal, gemeente Sainte-Ode (wijziging nr. 10.26);
- de overgang van het autonome naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel wat betreft het dorp Gërimont-Tillet, gemeente Sainte-Ode (wijziging nr. 10.27);
- de overgang van het autonome naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel wat betreft het dorp Béthomont, gemeente Bertogne (wijziging nr. 10.28);

— de overgang van het autonome naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel wat betreft het dorp Lavacherie, gemeente Sainte-Ode (wijziging nr. 10.29);

— de overgang van het autonome naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel wat betreft het dorp Erneuville, gemeente Tenneville (wijziging nr. 10.30);

— de overgang van het gemeenschappelijke naar het autonome saneringsstelsel wat betreft de « rue du Village » te Villers-aux-Tours, gemeente Anthisnes (wijziging nr. 10.31);

— de overgang van het autonome naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel wat betreft de plaatsnaam « Petite Strument », gemeente La Roche-en-Ardenne (wijziging nr. 10.32);

— de overgang van het autonome naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel wat betreft het gebied dat het voorwerp is van het afwijkende gemeentelijk plan van aanleg van Renval, gemeente Bastenaken (wijziging nr. 10.33);

— de opnemings van de nieuwe bedrijfsruimte « Les Cheras », gemeente Houffalize, in het autonome saneringsstelsel (wijziging nr. 10.34);

Overwegende dat die aanvragen vergezeld gaan van een onderzoek dat door de betrokken erkende saneringsinrichting is uitgevoerd, met een overzicht van de bestaande leidingen, een raming van de dichtheid van de bebouwing en een analyse van de topografische toestand van het gebied om de aan te bevelen saneringswijze te objectiveren;

Overwegende dat de "S.P.G.E." een voorwaardelijk gunstig advies heeft uitgebracht over de aanvraag tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe betreffende de « place du Wez » te Comblain-la-Tour op het gemeentelijke grondgebied van Hamoir (wijziging nr. 10.01), dat de voorwaarden betrekking hebben op de tenlasteneming door de gemeente van de kosten betreffende de normering van het zuiveringsstation dat de « place du Wez » bedient volgens de uitbatingvoorschriften van de « A.I.D.E. » voor een nieuwe uitbating van de installatie door die erkende saneringsinrichting; dat de gemeentelijke overheid van Hamoir zich ertoe verbindt die voorwaarden te vervullen;

Overwegende dat de "S.P.G.E." een onvoorwaardelijk gunstig advies heeft uitgebracht voor de 33 overige aanvragen die haar zijn gericht;

Overwegende dat de uitvoering van de periodieke wijzigingen ook de nodige aanpassingen van de plannen inhoudt naar gelang van de evolutie van de beschikbare feitelijke gegevens, met name wat betreft de uitvoering van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied; dat die aanpassingen worden omschreven in het verslag bedoeld in bijlage I.

VRIJSTELLING VAN DE MILIEUEFFECTBEOORDELING

Gelet op de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling voor het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe die door de "S.P.G.E." overeenkomstig artikel D.53 van het Milieuwetboek aan de Waalse Regering wordt gericht;

Overwegende dat uit de analyse van de "S.P.G.E." blijkt dat het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe voorziet in het gebruik van kleinere gebieden op plaatselijk niveau en kleinere wijzigingen tot gevolg heeft, met name ten opzichte van de bevolking en van de lozingen van afvalwater die het voorwerp van het voorontwerp van wijziging zijn zoals geanalyseerd in het verslag bedoeld in bijlage I;

Overwegende anderzijds dat de "S.P.G.E." acht dat dit voorontwerp wellicht geen aanzienlijke milieueffecten zal teweegbrengen; dat haar aanvraag gerechtvaardigd is ten opzichte van de criteria op grond waarvan de vermoedelijke omvang van de in artikel D.54 van het Milieuwetboek bedoelde effecten, zoals geanalyseerd in het verslag bedoeld in bijlage I, kan worden bepaald;

Overwegende dat artikel R.288, § 4, van het Waterwetboek bepaalt dat de Regering, indien ze beslist de vrijstelling toe te staan, gelijktijdig het voorontwerp van saneringsplan per onderstroomgebied goedkeurt en de redenen opgeeft waarom beslist werd dat plan van een milieueffectbeoordeling vrij te stellen;

Overwegende dat de "CWEDD" en de betrokken gemeenten in die context en vóór de aanneming van het voorontwerp van saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe om adviesverlening verzocht moeten worden over de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling;

Gelet op het verzoek om adviesverlening over de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling voor het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe dat op 4 februari 2011 overeenkomstig artikel D.53 van het Milieuwetboek aan de "CWEDD" en aan de betrokken gemeenten is gericht;

Overwegende dat de adviezen overeenkomstig artikel D.53 van het Milieuwetboek binnen dertig dagen na de aanvraag van de Regering toegezonden worden; dat ze na afloop van die termijn geacht worden gunstig te zijn;

Gelet op het schrijven dat op 21 februari 2011 door de "CWEDD" is verzonden en waarin zij geen stelling neemt over de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling; dat haar advies bij gebrek aan advies geacht wordt gunstig te zijn;

Gelet op de gunstige adviezen over de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling, ingediend binnen de voorgeschreven termijnen door de betrokken gemeentelijke overheden, namelijk de gemeentecolleges van Anthisnes, Bastenaken, Bertogne, Comblain-au-Pont, Durbuy, Esneux, Hamoir, Hotton, Houffalize, La Roche-en-Ardenne, Libramont-Chevigny, Marche-en-Famenne, Nandrin, Ouffet, Sainte-Ode, Sprimont en Tenneville;

Overwegende dat een vrijstelling van de milieueffectbeoordeling bedoeld in de artikelen D. 52 tot D.61 van Boek I van het Milieuwetboek dan ook kan worden verleend voor de wijzigingen vermeld in het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe;

Gelet op het verslag betreffende het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe, bedoeld in bijlage I;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe, bedoeld in bijlage I, is door de Regering goedgekeurd.

Art. 2. De Regering beslist een vrijstelling van milieueffectbeoordeling te verlenen voor de wijzigingen vermeld in het voorontwerp bedoeld in artikel 1 om de redenen die opgegeven worden in het verslag bedoeld in bijlage I.

Art. 3. De Regering belast de "S.P.G.E." ermee het ontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe binnen dertig dagen te onderwerpen aan de raadpleging van de bij bedoeld onderstroomgebied betrokken gemeenten, van de betrokken houders van grondwaterwinnings en van de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst, en het haar vervolgens opnieuw ter goedkeuring voor te leggen.

Art. 4. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 juli 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

Bijlage I. — Voorontwerp van wijziging van het saneringsplan
per onderstroomgebied van de Ourthe

Het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe bestaat uit een verslag over de wijzigingen ervan en de kaarten i.v.m. elke wijziging.

Dat verslag vermeldt de redenen waarom beslist werd een vrijstelling van milieueffectbeoordeling te verlenen voor de wijzigingen van het voorontwerp. Het bevat ook de nodige aanpassingen van de plannen naar gelang van de evolutie van de beschikbare feitelijke gegevens, met name wat betreft de uitvoering van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Deze gegevens liggen ter inzage bij de "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16, 5000 Namur, alsook op de website van de "S.P.G.E.": <http://www.spge.be> (Rubriek "Les PASH", onderrubriek "Modifications des PASH").

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL PERSONNEL ET ORGANISATION

[C – 2011/02038]

Conseil d'Etat. — Annulation. — (Publication faite conformément à l'article 39 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat)

Par arrêt n° 214.191 du 27 juin 2011, le Conseil d'Etat, Section administration, IX^e Chambre, a annulé l'article 31 de l'arrêté royal du 16 novembre 2006 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement dans certains organismes d'intérêt public, dans la mesure où cet article est applicable à l'Institut géographique national.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST PERSONEEL EN ORGANISATIE

[C – 2011/02038]

Raad van State. — Vernietiging. — (Publicatie verricht in overeenstemming met het artikel 39 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State)

Bij arrest nr. 214.191 van 27 juni 2011, heeft de Raad van State, afdeling administratie, IXe Kamer, artikel 31 van het koninklijk besluit van 16 november 2006 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in sommige instellingen van openbaar nut, in de mate dat dit artikel van toepassing is op het Nationaal Geografisch Instituut.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[2011/00492]

Agrément comme entreprise de sécurité en application de l'article 4 de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière. — Abrogations

Par arrêté du 18 mars 2011, l'agrément comme entreprise de sécurité accordé sous le numéro 20 0762 44 à Vandewoestyne, Marc, exerçant ses activités sous la dénomination commerciale Cools Security, établi à 8800 Roeselare, Liebeekstraat 7, est retiré à partir du 28 février 2011.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[2011/00492]

Erkenning als beveiligingsonderneming in toepassing van artikel 4 van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid. — Opheffingen

Bij besluit van 18 maart 2011 wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 0762 44 aan de heer Vandewoestyne, Marc, die zijn activiteiten uitoefent onder de handelsbenaming Cools Security, gevestigd te 8800 Roeselare, Liebeekstraat 7, ingetrokken met ingang van 28 februari 2011.